



LACIM

Les Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde
Association loi 1901. Reconnue d'utilité publique
Téléphone 00(223) 21280094 Fax: 00(223) 212820094
Rue 504 Porte 479 BP : 178 Aldjanabandia Gao
Email : lacimongdgao@gmail.com

GAO-MALI

Rapport de Mission

I Introduction :

Le mois d'avril a été surtout marqué par une canicule, chaleur intense pouvant atteindre 43° à l'ombre, le manque d'eau et d'électricité dans la ville rendant ainsi difficile le travail dans les bureaux, le retour progressif des déplacés, et l'assainissement total de la ville (ramassage des ordures, déminage des lieux occupés par les bandits, démantèlements des caches d'armes et des terroristes etc...). C'est pour simplement dire que l'armée française, grâce à ses appareils sophistiqués est en train de faire un travail de qualité sur le terrain, de concert avec l'armée malienne et les forces africaines présentes sur le terrain : les Nigériens, Sénégalais et les Guinéens.

Au plan alimentaire, les populations ont subi la pire des souffrances durant la période d'occupation et même après la libération de nos villes, car d'une part il y a eu une véritable pénurie alimentaire causée par les difficultés d'accès des zones, les exigences des occupants et d'autre part l'interdiction du trafic fluvial par l'armée suite aux nombreuses infiltrations des terroristes par la voie fluviale. Chez les populations nomades touareg c'est surtout la crainte d'exaction par l'armée et les milices songhaï qui empêchent leurs déplacements vers les centres urbains à la recherche de vivre.

Ainsi donc, après la prise de Gao en janvier par les forces françaises et maliennes, l'heure est au retour progressif de l'administration dans ses bases initiales. Dans ce cadre, le chef de l'exécutif régional, dès son arrivée à Gao, a multiplié les appels pour inciter au retour des services techniques, des ONG et des populations déplacées.

Pour la circonstance, j'ai également fait mon sac pour débarquer à Gao dans le seul but de répondre aux appels des comités de jumelage qui ont tant souffert de l'occupation des rebelles et de l'absence de leur ONG préférée(LACIM)

Avant de fouler le sol de Gao, j'ai rencontré assez de difficultés dans le voyage qui a duré 52 heures à cause de l'état des routes et la défaillance du bus. Encore sous la fatigue du voyage, un autre événement a troublé mon repos à Gao. Il s'agit de la perquisition de mon bureau par les militaires. Alors connaissant déjà les exactions et les amalgames dont sont victimes les communautés touareg, j'ai sur le champ cru que quelqu'un était derrière moi et qu'il fallait rester prudent jusqu'au moment où j'ai conclu que la visite des militaires n'a été qu'une simple coïncidence. Mon inquiétude a été très vite dissipée car les visiteurs sont repartis du bureau sans rien trouver, bien que quelques questions aient été posées autour des jumelles trouvées sur place. J'ai reçu ces jumelles des mains d'un couple qui accompagnait Anne Marie Bier dans un de ses voyages sur Gao en 2007. Malheureusement, ces jumelles ne m'ont jamais servi car ne sachant pas leur utilisation et même leur nécessité dans le cadre de mon travail.

II ACTIVITES

Dès mon arrivée à Gao, j'ai d'abord commencé par une prise de contact téléphonique avec les responsables des comités de jumelages et les directeurs d'écoles pour non seulement les informer de ma présence, mais aussi planifier des visites sur le terrain, suivant bien sûr les conditions du milieu.

Le constat général est que la réalité du terrain est complètement différente de celle diffusée à la télé ou dans les journaux, en ce sens que le harcèlement intempestif des terroristes empêche jusque là, la libre circulation des citoyens. A cela, s'ajoute l'état d'urgence décrété depuis janvier interdisant du coup les attroupements ou réunions dans les sites ou villages.

Cependant, pour avoir les nouvelles des sites et villages jumelés, j'ai adopté la tactique qui consiste à rencontrer les comités de jumelage dans les grands centres tel que :

- Ansongo : j'ai rencontré quelques membres du comité de jumelage d'INKINDIMANE où le président venait de rentrer après 6 mois d'absence avec une partie de sa population à Ayorou sur le site des réfugiés maliens au Niger. Le magasin du site a été la cible d'attaque des bandits dès les premières heures d'occupation. Le jardin maraîcher des femmes a été également abandonné, mais la reprise se prépare avec le retour des populations.
- Bara : profitant du marché hebdomadaire de ce village, j'ai rencontré trois comités de jumelage à savoir : Tanal, Tabaita, Tazalayate et deux autres comités non fonctionnels : Ameydagal et Adarnamelle.
 - TANAL : le village a été victime de plusieurs cas d'enlèvements de bétails et l'arrêt du transport fluvial occasionné par l'infiltration des islamistes à travers le fleuve. Cela a du coup provoqué une pénurie alimentaire dans le village. L'école n'est pas fonctionnelle faute d'enseignants qui ont rallié Bamako pour des raisons de sécurité.
 - TAZALAYATE : le président du comité de jumelage et sa communauté sont restés sourds face à toutes les pressions internes et externes en restant fixés dans leur site. Ils ont cependant connu des moments très durs avec la crainte de se rendre en ville pour s'approvisionner en nourriture.
 - TABAITA : les femmes du site disposent d'un fonds pour le microcrédit, l'activité démarrera dès que les conditions le permettront. Pas d'immigration occasionnée par l'insécurité, chaque éleveur s'occupe de ses animaux bien que le problème d'eau reste toujours crucial à Tabaita.
 - DAOGA : Malgré l'occupation et la pression des terroristes, le directeur d'école et ses adjoints ont régulièrement tenu les cours et sont présentement en évaluation pour le deuxième trimestre de l'année alors que la plupart des villages n'ont encore pas commencé. Les salles de classe sont en très bon état ainsi que le grillage. Les femmes ont arrêté les réunions autour du microcrédit suite à mon absence, mais la reprise de l'activité ne tardera plus.
 - GANGABERA : Dans le site, beaucoup d'animaux sont morts de balles perdues issues des différents affrontements et d'enlèvements par les bandits qui se régalaient d'animaux d'autrui pendant leurs heures de repos. Le microcrédit des femmes n'a pas été épargné, les salles de classes sont en bon état mais les cours sont suspendus depuis le début de l'occupation car le directeur et ses adjoints résident à Bamako. Comme besoin, le site met en priorité le financement du projet de poulailler au bénéfice des femmes bien que le problème d'eau demeure également très cruel à Gangabera.

- AG SAHA : dans cette situation de crise, la population a été la plus malheureuse, car d'une part les hommes sont traqués par les islamistes d'autre part dans la ville il y a la crainte des militaires. Les salles de classes sont complètement en ruine, seul le magasin existe, mais vide de son contenu. Les puits constituent la source d'eau car les puits ne sont pour le moment pas fonctionnels.
- IFALAWLAWANE: Dans ce site, même le chef n'est pas épargné des actes de violations perpétrés par les bandits car il a été ligoté par les bandits, après avoir pillé son magasin et repartir avec sa moto. L'école est toujours fermée, les salles de classe se dégradent de plus en plus. C'est le manque d'eau qui constitue la priorité des populations et l'installation d'une pompe sur le forage demeure une nécessité.
- TAFDITE : Le site a perdu son directeur d'école dès les premières heures d'occupation suite à un accident de circulation pendant qu'il se rendait à Bamako à la recherche de son salaire. Le site a beaucoup souffert de la pénurie alimentaire et de l'enlèvement de son bétail par les rebelles, les infrastructures scolaires (salles de classe, logement enseignants) nécessitent des travaux d'entretien avant l'arrivée des pluies.
- ZALABLABE : le traumatisme causé par l'occupation rebelle est nettement lisible sur le visage des habitants du site qui ont également souffert de la crise alimentaire et de la crainte de déplacement vers Gao à un moment donné. La zone était transformée en un véritable « no man's land » où seuls les porteurs d'armes (les rebelles) faisaient la loi, par conséquent les habitants ont perdu assez d'animaux et ont été dépossédés de leurs biens. Les réalisations de LACIM (les logements des enseignants, la salle de classe) ont vraiment besoin de réparations avec l'apparition des fissures ouvertes dans les murs du logement alors que les fenêtres et la porte de la classe ont été emportées. Chez les femmes les fonds issus du microcrédit sont dans les mains des bénéficiaires qui comptent reprendre les activités dès que les conditions le permettent. Comme besoin, le site demande un appui alimentaire pour faire face à la misère dont souffrent les habitants du site.
- IMBALITA : à un moment donné, le site était complètement vidé de ses habitants, mais le retour des familles commence à se faire de façon progressive et sera définitif avant le début de l'hivernage. Les salles de classe et le logement des maîtres tiennent bon et bénéficient d'un suivi régulier du président du comité de jumelage qui habite Gao.

N.B : Avec l'état d'urgence décrété en janvier dernier, et qui vient d'être prolongé une troisième fois jusqu'au 6 juin 2013, des difficultés demeurent pour la réussite de nos missions sur le terrain, car l'obligation de respect de l'état d'urgence exige l'application de certaines conditions, telles que : l'interdiction des réunions et attroupements. En plus, la présence des terroristes chassés de nos villes est signalé dans la plupart des sites périphériques de Gao.

A mon humble avis, pour que la tranquillité gagne la région, il faut d'une part lever l'état d'urgence pour faciliter la libre circulation des populations et d'autre part engager rapidement le processus de négociation afin de permettre le retour des familles déplacées. Cependant, la tranquillité s'installe de plus en plus à Gao. L'entente est parfaite entre les populations et les forces de l'ordre qui travaillent avec professionnalisme. Les bandits sont traqués jusque dans leurs derniers retranchements, ou bien se rendent pour éviter la vindicte populaire. Le calme est total dans les rues, et les enfants jouent sans aucune crainte. Les marchés sont bien approvisionnés en denrées et produits de première nécessité bien que les ressources financières manquent cruellement à Gao avec l'absence des banques et des entreprises capables d'utiliser les compétences locales.

Ainsi, les comités locaux de LACIM, bien que connaissant le mode d'intervention de l'ONG, ont dans leur majorité mis l'accent sur un appui alimentaire urgent pour faire face à la pénurie alimentaire occasionnée par la perte des animaux et la crainte d'aller en ville, d'autres ont simplement exigé des appuis pour la réhabilitation des infrastructures réalisés par LACIM, ainsi que la réalisation des points d'eau.

Autre aspect important, je suis entré en contact avec certains responsables qui n'étaient pas joignables au départ (Tigueriwene et Walet injaghal) qui ont promis d'envoyer des lettres destinées à leurs amis avant mon départ sur Bamako.

Concernant les écoles, les cours sont suspendus dans toutes les écoles de LACIM à l'exception de Daoga où le directeur dispose d'un effectif satisfaisant de 190 élèves repartis comme suit pour qui connaît la situation actuelle de la zone.

- 1ere Année : 38 élèves dont 22G et 16F
- 2eme Année : 38 élèves dont 21G et 17F
- 3eme Année : 44 élèves dont 18G et 26F
- 4ème Année : 22 élèves dont 9G et 13 F
- 5eme Année : 41 élèves dont 12G et 29F
- 6eme Année : 9 élèves dont 4G et 5F

C'est donc l'occasion de féliciter le directeur d'école et toute la population

En plus des informations collectées auprès des responsables des sites, j'ai également fait des reportages vidéo de 5 à 10 mn avec chacun des comités de jumelage rencontrés au sujet de leurs préoccupations et des souffrances vécues. Dans les jours à venir, un CD vous parviendra et vous trouverez dedans les vidéos et les images photos des sites.

En plus des éléments cités, les responsables des comités de jumelages m'ont tous remis des lettres destinées à leurs amis français. Ces lettres seront scannées et transférées dans les boites mail des destinataires.

Les rapports de visite pour chaque site parviendront également dans les prochains jours.

Bamako, le 25 Avril 2013

Le permanent de LACIM- Gao

Ismaril Ag Agali Moussa